Cahier de doléances du curé de l'Abbaye-sous-Plancy (Marne)

Pour me conformer aux ordres de Sa Majesté, qui défend aux curés éloignés de plus de deux lieues de l'assemblée du bailliage de s'y trouver en personne, et leur enjoint de s'y faire représenter, Moi, curé de l'Abbaye-sous-Plancy soussigné, certifie avoir élu pour mon procureur, M. Rousselot, curé de Notre-Dame de Sézanne, et l'autorise à porter à l'assemblée du bailliage les demandes suivantes, me joignant, d'ailleurs, à celles que fait ma paroisse :

1° Que le Clergé soit assujetti aux charges publiques, mais qu'il soit déchargé des décimes ;

2° Comme les pensions congrues de 700 livres sont évidemment trop minces pour qu'un curé puisse s'entretenir d'une manière qui ne soit pas indécente, et soulager les pauvres et les malades, d'où suit que, loin de s'attirer la considération nécessaire au ministère, il la perd, au contraire, et se dégrade même par des démarches humiliantes ; je me joins à tout le royaume pour demander que ces pensions soient portées à 1200 livres ou que les curés rentrent dans la dîme ;

3° Comme dans les paroisses de campagne, et notamment dans la mienne, il se trouve des sujets de plaintes qui, par leur nature et surtout par leur multiplicité, ne sont pas susceptibles d'être portées aux pieds du trône et sont pourtant très à charge aux habitants, il serait bon que, dans chaque bailliage, il se format, pendant ou immédiatement après la tenue des États généraux, un comité qui, sans recourir aux formes judiciaires, eût le pouvoir de connaître de ces objets et d'y faire droit ; de cette manière les plaignants seraient soulagés sans procès.

Didier, Curé de L'Abbaye-sous-Plancy.
Le 7 mars 1789.

Certifié véritable par moi, fondé de pouvoir soussigné, ce 16 mars 1789. Rousselot.